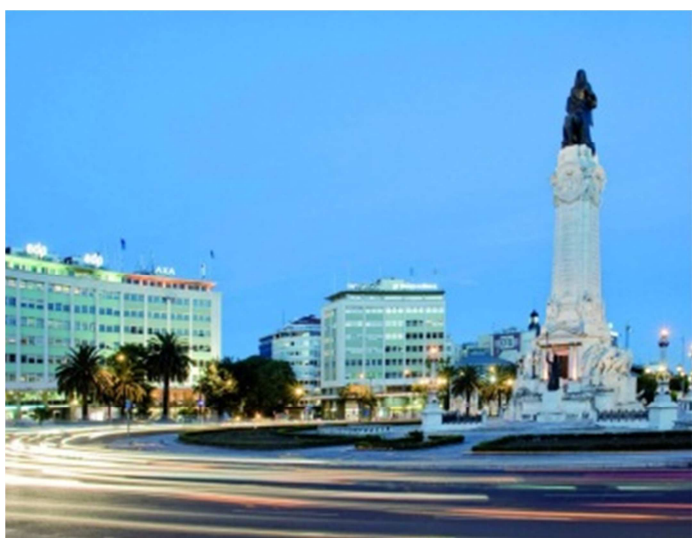


DOUBLE IMPOSITION INTERNATIONALE AU
PORTUGAL (2016)

TAX & BUSINESS



This Information is intended for general distribution to clients and colleagues and the information contained herein is provided as a general and abstract overview. It should not be used as a basis on which to make decisions and professional legal advice should be sought for specific cases. The contents of this Information may not be reproduced, in whole or in part, without the express consent of the author. If you should require further information on this topic, please contact contact@rfflawyers.com.

This Information is sent in compliance with articles 22 and 23 of Decree-Law no 7/2004, of 7 January, regarding unsolicited e-mails. If you wish to be removed from our mailing list and avoid similar future communications, please send an email with "Remove" to the email address newsletter@rffadvogados.com.

LE CONTEXTE

La globalisation a favorisé le commerce international et les entreprises ont étendu leurs activités très rapidement à travers le monde entier.

Les multinationales font face à un challenge, non seulement sur le marché, mais aussi en termes fiscaux. Dès lors que les transactions économiques ont des effets dans différentes juridictions, le même revenu peut être taxé plus d'une fois : ce que l'on appelle une double imposition internationale.

En réglementant les droits des pays à percevoir leurs impôts en situation transfrontalière, cela permet d'éviter les phénomènes de mouvance de revenu et capital, renforçant ainsi les liens (économie et autres) entre les Etats contractants.

LES CONVENTIONS
DE DOUBLE IMPOSITION

Portugal, en tant que membre fondateur de l'Organisation de coopération et de

01

développement économiques (OCDE), est un Etat habitué des conventions de double imposition. Au fil du temps le réseau des accords fiscaux portugais s'est étendu à 75 pays.

Ces accords bilatéraux éliminent ou réduisent la double imposition internationale, non seulement en imposant des restrictions à l'Etat d'où provient le revenu, mais aussi en déterminant que le pays de résidence doit admettre une exonération fiscale ou un crédit d'impôt pour les impôts payés à l'étranger.

Nous vous prions de trouver en annexe une liste actualisée de toutes les conventions de double imposition conclues par le Portugal.

LES DIRECTIVES DE L'UNION EUROPÉENNE

Certains aspects de la fiscalité directe ont été harmonisés au niveau de l'Union européenne, par le biais d'un certain nombre de Directives, en particulier:

- La Directive mères-filiales prévoit un régime commun destiné à exonérer de retenue à la source les dividendes et autres bénéfices distribués par des filiales à leur société mère et d'ainsi éliminer la double imposition de ces revenus au niveau de la société mère.

- La Directive intérêts et redevances vise l'élimination de la double imposition sur le paiement transfrontalier des intérêts et des redevances entre les parties liées, en supprimant la retenue à la source desdits paiements.
- La Directive sur les fusions cherche à supprimer les obstacles fiscaux pouvant entraver les restructurations transfrontalières de sociétés localisées dans deux ou plusieurs Etats Membres, y compris les cas de fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions.

LES LIBERTÉS FONDAMENTALES DE L'UNION EUROPÉENNE

Les libertés fondamentales de l'UE sont la pierre angulaire du marché intérieur européen. Là où aucune harmonisation n'est atteinte, ils permettent, par le biais de la jurisprudence de la Cour de justice, d'atteindre une expansion des droits au sein de l'Union européenne dans le domaine de la fiscalité directe ainsi que, en particulier, pour les cas de double imposition.

Lorsque la liberté de circulation des capitaux est applicable, les Etats tiers (hors UE-Etats membres) peuvent

également bénéficiaire des décisions de la Cour de justice.

LES MÉCANISMES DE LIMITATION DES PHÉNOMÈNES DE DOUBLE IMPOSITION UNILATÉRALE

Même en l'absence d'un accord spécial, telle qu'une convention bilatérale de double imposition, le Portugal prévoit l'allègement de la double taxe internationale aux contribuables résidents.

Tant les particuliers que les entreprises peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt étranger, selon lequel le Portugal accorde au contribuable résident une déduction d'impôt égale à i) l'impôt dû au Portugal; et ii) l'impôt payé à l'étranger.

Dans le cas des sociétés, le crédit d'impôt étranger est évalué par pays.

En ce qui concerne les individus, il existe un statut de résident fiscal particulier, celui des Résidents non habituels au Portugal. Ceux-ci peuvent bénéficier d'exemptions plus larges sur les revenus étrangers dans la mesure où certaines autres conditions sont remplies.

En outre, une société résidente au Portugal peut bénéficier d'une exemption de la retenue à la source d'impôt sur les

dividendes versés à une société apparentée résidant dans un autre Etat membre ou dans un pays tiers avec lequel le Portugal a conclu une convention de double imposition et avec lequel un système d'échange d'informations est en place, dès lors que certaines autres conditions sont remplies.

Le Portugal offre également un régime d'exemption de participation lorsqu'une société résidente au Portugal reçoit des dividendes ou réalise des gains en capital d'une société apparentée (10% du seuil de participation).

Certaines dispositions fiscales internationales spéciales peuvent également s'appliquer aux sociétés autorisées à exercer leur activité dans le Centre de commerce international de Madère.

LE CAS PARTICULIER DE LA CONVENTION BILATÉRALE FRANCE; PORTUGAL

Le 14 janvier 1971, la France et le Portugal ont signé une Convention bilatérale tendant à éviter les doubles impositions. La Convention consacre notamment une définition de la notion de Résidence permettant de déterminer plus facilement qui se trouve assujettie à l'impôt en raison de ce critère. Elle prévoit, par ailleurs, un

dispositif d'élimination de la double imposition en déterminant qu'en France les revenus dont l'imposition est attribuée au Portugal par la Convention sont exonérés des impôts français, alors que les revenus de source portugaise imposés au Portugal donnent droit, au bénéficiaire résident de France, à un crédit d'impôt. D'un autre côté, sur le territoire portugais, un résident du Portugal qui reçoit des revenus imposables en France a droit à une déduction égale à l'impôt français payé sur ces revenus, dès lors que la somme déduite n'excède pas le montant le moins élevé.

Récemment, le 25 août 2016, a été signé un Protocole amendant la Convention franco-portugaise. Celui-ci apporte quelques changements à la Convention de 1971, essentiellement dans deux domaines:

- i) l'imposition de rémunérations publiques de français résidant au Portugal ;
- ii) l'amélioration de la lutte contre l'évasion fiscale.

En ce qui concerne le changement apporté aux règles relatives à l'imposition des rémunérations publiques, les français résidant en territoire portugais et exerçant une fonction publique française seront désormais uniquement imposables en

France. Auparavant, pour bénéficier d'une exemption d'impôts au Portugal ils devaient formuler une demande expresse en ce sens, faute de quoi les rémunérations publiques françaises étaient doublement imposées.

Toutefois, et étant donné que les impôts au Portugal sont, normalement, moins élevés qu'en France, les résidents Français touchant des rémunérations publiques de France, ne s'acquittaient déjà pas d'impôts au Portugal, grâce aux mécanismes de déduction d'impôts. Pour autant, la consécration expresse de la seule imposition en France permet de faciliter les démarches administratives et de déclarer les revenus concernés dans un seul Etat, au lieu des deux.

Il s'agissait d'une problématique particulièrement présente dans le cas personnel de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger en poste à Lisbonne et Porto. Ainsi de manière à régler ces situations de doubles impositions passées et éviter qu'elles demeurent l'Avenant sera applicable rétroactivement jusqu'au 1er janvier 2013.

À noter que les retraités percevant une pension provenant d'une activité publique ne sont pas concernés par cet avenant.

Par ailleurs, le Protocole permet à la Convention de 1971 d'inclure les nouveaux standards et mécanismes internationaux de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales.

Ainsi, le texte qui entrera en vigueur une fois ratifié par chacun des deux pays concilie solutions aux problématiques fiscales soulevées par les situations de résidence de ressortissants d'un Etat membre dans l'autre, tout en assurant le respect des règles de lutte contre les fraudes fiscales.

Lisbonne, le 2 Novembre 2016

Rogério M. Fernandes Ferreira
Jorge Lopes de Sousa
José Pinto Santos
Margot Lopes Martins

ANNEX

PRACTICAL TABLE OF THE DOUBLE TAXATION CONVENTIONS ENTERED INTO BY PORTUGAL

PAYS [Par ordre alphabétique]	INSTRUMENT LÉGAL	ENTRÉE EN VIGUEUR	TAUX DE RETENUE À LA SOURCE RÉDUITS			ETABLISSEMENT PERMANENT [Critère temporel]		LIMITATION DES AVANTAGES
			DIVIDENDES [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	INTÉRÊTS [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	REDEVANCE [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	PROJET/ CONSTRUCTION [pour une durée supérieure à]	PRESTATION DE SERVICES [pour une durée supérieure à]	
AFRIQUE DU SUD	Résolution du Parlement n.º 53/08, du 22 du Septembre	En vigueur depuis le 22-10-2008	10% 15%	10%	10%	12 mois	X	X
ALGÉRIE	Résolution du Parlement n.º 22/06, du 23 Mars	En vigueur depuis le 01-05-2006	10% 15%	15%	10%	6 mois	X	X
ALLEMAGNE	Loi n.º 12/82, du 3 Juin	En vigueur depuis le 08-10-1982	15%	10% 15%	10%	6 mois	X	X
ANDORRE	En attente (Signe du 22 Septembre 2016)	En attente						
ARABIE SAOUDITE	Résolution du Parlement n.º 127/2016, du 18 Juillet	En attente	5% 10%	10%	8%	6 mois	6 mois sur une période de 12 mois	X
AUTRICHE	Décret-loi n.º 70/71, du 08 Mars	En vigueur depuis le 28-02-1972	15%	10%	5% 10%	12 mois	X	X
BAHRAIN	Résolution du Parlement n.º 196/2016, du 22 Septembre	En vigueur depuis le 01-01-2017	10% 15%	10%	5%	12 mois 90 jours de l'activité est liée à l'industrie pétrolière	X	Critère de l'Objet Principal et Bénéficiaire effectif
BARBADE	Résolution du Parlement n.º 91/2014, du 12 Novembre	Attente de l'échange de l'instrument de ratification	5% 15%	10%	5%	12 mois	X	Critère de l'Objet Principal et Bénéficiaire

PAYS [Par ordre alphabétique]	INSTRUMENT LÉGAL	ENTRÉE EN VIGUEUR	TAUX DE RETENUE À LA SOURCE RÉDUITS			ETABLISSEMENT PERMANENT [Critère temporel]		LIMITATION DES AVANTAGES
			DIVIDENDES [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	INTÉRÊTS [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	REDEVANCE [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	PROJET/ CONSTRUCTION [pour une durée supérieure à]	PRESTATION DE SERVICES [pour une durée supérieure à]	
et publication de l'information effectif								
BELGIQUE	Décret-loi n.º 619/70, du 15 Décembre; Résolution du Parlement n.º 82/00, du 14 Décembre (Convention additionnelle)	En vigueur depuis le 19-02-1971 Convention additionnelle en vigueur depuis le 05-04-2001	15%	15%	10%	12 mois	X	X
BRÉSIL	Résolution du Parlement n.º 33/01, du 27 Avril	En vigueur depuis le 05-10-2001 produisant ses effets à partir du 01-01-2000	10% 15%	15%	15%	9 mois	X	Limitation relative aux zones franches
BULGARIE	Résolution du Parlement n.º 14/96, du 11 Avril	En vigueur depuis le 18-07-1996	10% 15%	10%	10%	12 mois	X	X
CANADA	Résolution du Parlement n.º 81/2000, du 6 Décembre	En vigueur depuis le 24-10-2001	10% 15%	10%	10%	6 mois	X	X
CAP VERT	Résolution du Parlement n.º 63/00, du 12 Juillet	En vigueur depuis le 15-12-2000	10%	10%	10%	183 jours	183 jours sur une période de 12 mois	X
CHILI	Résolution du Parlement n.º 28/06, du 6 Avril	En vigueur depuis le 25-08-2008	10% 15%	5% 10% 15%	5% 10%	6 mois	183 jours sur une période de 12 mois	X

PAYS [Par ordre alphabétique]	INSTRUMENT LÉGAL	ENTRÉE EN VIGUEUR	TAUX DE RETENUE À LA SOURCE RÉDUITS			ETABLISSEMENT PERMANENT [Critère temporel]		LIMITATION DES AVANTAGES
			DIVIDENDES [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	INTÉRÊTS [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	REDEVANCE [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	PROJET/ CONSTRUCTION [pour une durée supérieure à]	PRESTATION DE SERVICES [pour une durée supérieure à]	
CHINE	Résolution du Parlement n.º 28/2000, du 30 Mars	En vigueur depuis le 08-06-2000	10%	10%	10%	6 mois	6 mois sur une période de 12 mois	X
CHYPRE	Résolution du Parlement n.º 89/13, du 1er Juillet	En vigueur depuis le 16-08-2013	10%	10%	10%	12 mois	X	X
COLOMBIE	Résolution du Parlement n.º 46/12, du 13 Avril	En vigueur depuis le 30-01-2015	10%	10%	10%	6 mois	183 jours sur une période de 12 mois	Critère de l'Objet Principal et Bénéficiaire effectif
CORÉE DU SUD	Résolution du Parlement n.º 25/97, du 8 Mai	En vigueur depuis le 21-12-1997	10% 15%	15%	10%	6 mois	X	X
CÔTE D'IVOIRE	Résolution du Parlement n.º 192/2016 du 22 Août	Ratifié, attente de publication au Journal officiel	10%	10%	5%	6 mois	X	Critère de l'Objet Principal et Bénéficiaire effectif
CROATIE	Résolution du Parlement n.º 3/2015, du 12 Janvier	En vigueur depuis le 28-02-2015	5% 10%	10%	10%	12 mois	X	X
CUBA	Résolution du Parlement n.º 49/01, du 13 Juillet	En vigueur depuis le 28-12-2005	5% 10%	10%	5%	12 mois	12 mois	X
DANEMARK	Résolution du Parlement n.º 6/02, du 23 Février	En vigueur depuis le 24-05-2002 produisant ses effets à partir du 01-01-2003	10%	10%	10%	6 mois	6 mois sur une période de 12 mois	X

PAYS [Par ordre alphabétique]	INSTRUMENT LÉGAL	ENTRÉE EN VIGUEUR	TAUX DE RETENUE À LA SOURCE RÉDUITS			ETABLISSEMENT PERMANENT [Critère temporel]		LIMITATION DES AVANTAGES
			DIVIDENDES [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	INTÉRÊTS [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	REDEVANCE [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	PROJET/ CONSTRUCTION [pour une durée supérieure à]	PRESTATION DE SERVICES [pour une durée supérieure à]	
EMIRATS ARABES-UNIS	Résolution du Parlement n.º 39/95, du 12 Octobre	En vigueur depuis le 22-05-2012	5% 15%	10%	5%	12 mois	X	Critère de l'Objet Principal et Bénéficiaire effectif
ESPAGNE	Résolution du Parlement n.º 6/95, du 28 Janvier	En vigueur depuis le 28-06-1995	10% 15%	15%	5%	12 mois	X	X
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE	Résolution du Parlement n.º 39/95, du 12 Octobre	En vigueur depuis le 01-01-1996	5% 10% 15%	10%	10%	6 mois	Egal ou supérieur à 9 mois sur une période de 12 mois	Critère Mécanique ou objectif
ESTONIE	Résolution du Parlement n.º 47/04, du 8 Juillet	En vigueur depuis le 23-07-2004 produisant ses effets à partir du 01-01-2005	10%	10%	10%	9 mois	X	Critère de l'Objet Principal, sous réserve d'un accord mutuel
ETHIOPIE	Résolution du Parlement n.º 96/2014, du 13 Novembre	En attente	5% 10%	10%	5%	6 mois	X	Critère de l'Objet Principal et Bénéficiaire effectif
FINLANDE	Décret-loi n.º 494/70, du 23 Octobre	En vigueur depuis le 14-07-1971	10% 15%	15%	10%	12 mois	X	X
FRANCE	Décret-loi n.º 105/71, du 26 Mars	En vigueur depuis le 18-11-1972 Protocole d'amendemen t signé le 25- 08-2016	15%	10% 12%	5%	12 mois	X	Critère de l'Objet Principal

PAYS [Par ordre alphabétique]	INSTRUMENT LÉGAL	ENTRÉE EN VIGUEUR	TAUX DE RETENUE À LA SOURCE RÉDUITS			ETABLISSEMENT PERMANENT [Critère temporel]		LIMITATION DES AVANTAGES
			DIVIDENDES [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	INTÉRÊTS [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	REDEVANCE [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	PROJET/ CONSTRUCTION [pour une durée supérieure à]	PRESTATION DE SERVICES [pour une durée supérieure à]	
GÉORGIE	Résolution du Parlement n.º 23/2015, du 5 Mars	En vigueur depuis le 18-04-2016	5% 10%	10%	5%	9 mois	X	Critère de l'Objet Principal et Bénéficiaire effectif
GRÈCE	Résolution du Parlement n.º 25/02, du 4 Avril	En vigueur depuis le 13-08-2002 Produisant ses effets à partir du 01-01-2003	15%	15%	10%	6 mois	120 jours sur une période de 12 mois	X
GUINÉE BISSAU	Résolution du Parlement n.º 55/09, du 30 Juillet	En vigueur depuis le 05-07-2012	10%	10%	10%	6 mois	X	X
HOLLANDE	Résolution du Parlement n.º 62/2000, du 12 Juillet	En vigueur depuis le 11-08-2000	10%	10%	10%	6 mois	6 mois sur une période de 12 mois	X
HONG KONG	Résolution du Parlement n.º 55/09, du 30 Juillet	En vigueur depuis le 03-06-2012	5% 10%	10%	5%	6 mois	183 jours sur une période de 12 mois	X
HONGRIE	Résolution du Parlement n.º 4/99, du 28 Janvier	En vigueur depuis le 08-05-2000	10% 15%	10%	10%	12 mois	X	X
INDE	Résolution du Parlement n.º 20/2000, du 6 Mars	En vigueur depuis le 05-04-2000	10% 15%	10%	10%	9 mois	X	X
INDONÉSIE	Résolution du Parlement n.º 64/06, du 6 Décembre	En vigueur depuis le 11-05-2007	10%	10%	10%	6 mois	183 jours sur une période de 12 mois	X

PAYS [Par ordre alphabétique]	INSTRUMENT LÉGAL	ENTRÉE EN VIGUEUR	TAUX DE RETENUE À LA SOURCE RÉDUITS			ETABLISSEMENT PERMANENT [Critère temporel]		LIMITATION DES AVANTAGES
			DIVIDENDES [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	INTÉRÊTS [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	REDEVANCE [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	PROJET/ /CONSTRUCTION [pour une durée supérieure à]	PRESTATION DE SERVICES [pour une durée supérieure à]	
IRLANDE	Résolution du Parlement n.º 29/94, du 24 Juin; Résolution du Parlement n.º 62/2006, du 6 Décembre (Protocole)	En vigueur depuis le 11-07-1994 Protocole d'amendemen t En vigueur depuis le 18-12-2006	15%	15%	10%	6 mois	X	X
ISLANDE	Résolution du Parlement n.º 16/02, du 8 Mars	En vigueur depuis le 11-04-2002 produisant ses effets à partir du 01-01-2003	10% 15%	10%	10%	12 mois	X	X
ISRAËL	Résolution du Parlement n.º 02/08, du 15 Janvier	En vigueur depuis le 18-02-2008	5% 10% 15%	10%	10%	12 mois	X	X
ITALIE	Loi n.º 10/82, du 1er Juin	En vigueur depuis le 15-01-1983	15%	15%	12%	6 mois	X	X
JAPON	Résolution du Parlement n.º 50/12, du 17 du Avril	En vigueur depuis le 28-07-2013	5% 10%	5% 10%	5%	12 mois	X	Critère de l'Objet Principal
KOWEÏT	Résolution du Parlement n.º 44/11, du 18 Mars	En vigueur depuis le 05-12-2013	5% 10%	10%	10%	9 mois	9 mois sur une période de 12 mois	X
LETTONIE	Résolution du Parlement n.º 12/03, du 28 Février	En vigueur depuis le 07-03-2003	10%	10%	10%	9 mois	X	Critère de l'Objet Principal, sous réserve d'un accord mutuel

PAYS [Par ordre alphabétique]	INSTRUMENT LÉGAL	ENTRÉE EN VIGUEUR	TAUX DE RETENUE À LA SOURCE RÉDUITS			ETABLISSEMENT PERMANENT [Critère temporel]		LIMITATION DES AVANTAGES
			DIVIDENDES [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	INTÉRÊTS [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	REDEVANCE [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	PROJET/ CONSTRUCTION [pour une durée supérieure à]	PRESTATION DE SERVICES [pour une durée supérieure à]	
LITUANIE	Résolution du Parlement n.º 10/03, du 25 Février	En vigueur depuis le 26-02-2003	10%	10%	10%	9 mois	X	Critère de l'Objet Principal, sous réserve d'un accord mutuel
LUXEMBOURG	Résolution du Parlement n.º 56/2000, du 30 du Juin; Résolution du Parlement n.º 45/12, du 12 Avril (Protocole et Protocole Additionnel)	En vigueur depuis le 30-12-2000 Protocole et Protocole additionnel en vigueur depuis le 18-05-2012	15%	10% 15%	10%	6 mois	X	
MACAO	Résolution du Parlement n.º 80-A/99, du 16 Décembre	En vigueur depuis le 01-01-1999	10%	10%	10%	6 mois	X	X
MALTE	Résolution du Parlement n.º 11/02, du 25 Février	En vigueur depuis le 05-04-2002 produisant ses effets à partir du 01-01-2003	10% 15%	10%	10%	9 mois	12 mois	X
MAROC	Résolution du Parlement n.º 69-A/98, du 23 Décembre	En vigueur depuis le 27-06-2000	10% 15%	12%	10%	8 mois	X	X
MEXIQUE	Résolution du Parlement n.º 84/2000, du 15 Décembre	En vigueur depuis le 09-01-2001	10%	10%	10%	9 mois	X	X

PAYS [Par ordre alphabétique]	INSTRUMENT LÉGAL	ENTRÉE EN VIGUEUR	TAUX DE RETENUE À LA SOURCE RÉDUITS			ETABLISSEMENT PERMANENT [Critère temporel]		LIMITATION DES AVANTAGES
			DIVIDENDES [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	INTÉRÊTS [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	REDEVANCE [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	PROJET/ CONSTRUCTION [pour une durée supérieure à]	PRESTATION DE SERVICES [pour une durée supérieure à]	
MOLDAVIE	Résolution du Parlement n.º 106/10, du 2 Septembre	En vigueur depuis le 18-10-2010	5% 10%	10%	8%	12 mois	8 mois sur une période de 12 mois	Critère de l'Objet Principal et Bénéficiaire effectif
MONTENEGRO	En attente (Signe du 12 Juillet 2016)	En attente						
MOZAMBIQUE	Résolution du Parlement n.º 36/92, du 30 du Décembre; Résolution du Parlement n.º 36/09, du 8 Mai (Protocole)	En vigueur depuis le 01-01-1994 Protocole en vigueur depuis le 07-06-2009	10%	10%	10%	6 mois	12 mois	Critère de l'Objet Principal
NORVÈGE	Résolution du Parlement n.º 44/12, du 12 Avril	En vigueur depuis le 15- 06-2012	5% 15%	10%	10%	6 mois	183 jours sur une période de 12 mois	X
PANAMA	Résolution du Parlement n.º 48/12, du 16 Avril	En vigueur depuis le 10-06-2012	10% 15%	10%	10%	9 mois	9 mois sur une période de 12 mois	Critère de l'Objet Principal et Bénéficiaire effectif
PAKISTAN	Résolution du Parlement n.º 66/03, du 2 Août	En vigueur depuis le 04-06-2007	10% 15%	10%	10%	6 mois sur une période de 12 mois	X	X
PÉROU	Résolution du Parlement n.º 88/13, du 27 Juin	En vigueur depuis le 12- 04-2014	10% 15%	10% 15%	10% 15%	183 jours sur une période de 12 mois	183 jours sur une période de 12 mois	Critère de l'Objet Principal et Bénéficiaire effectif

PAYS [Par ordre alphabétique]	INSTRUMENT LÉGAL	ENTRÉE EN VIGUEUR	TAUX DE RETENUE À LA SOURCE RÉDUITS			ETABLISSEMENT PERMANENT [Critère temporel]		LIMITATION DES AVANTAGES
			DIVIDENDES [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	INTÉRÊTS [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	REDEVANCE [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	PROJET/ CONSTRUCTION [pour une durée supérieure à]	PRESTATION DE SERVICES [pour une durée supérieure à]	
POLOGNE	Résolution du Parlement n.º 57/97, du 9 Septembre	En vigueur depuis le 04-02-1998	10% 15%	10%	10%	12 mois	X	X
QATAR	Résolution du Parlement n.º 51/12, du 24 Février	En vigueur depuis le 04-04-2014	5% 10%	10%	10%	6 mois sur une période de 12 mois	6 mois sur une période de 12 mois	Critère de l'Objet Principal et Bénéficiaire effectif
ROYAUME-UNI	Décret-loi n.º 48497, du 24 Juillet 1968	En vigueur depuis le 20-01-1969	10% 15%	10%	5%	12 mois	X	X
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	Résolution du Parlement n.º 26/97, du 9 Mai	En vigueur depuis le 01-10-1997	10% 15%	10%	10%	12 mois	X	X
ROUMANIE	Résolution du Parlement n.º 56/99, du 10 Juillet	En vigueur depuis le 14-07-1999	10% 15%	10%	10%	12 mois	X	X
RUSSIE	Résolution du Parlement n.º 10/02, du 25 Février	En vigueur depuis le 11-12-2002 produisant ses effets à partir du 01-01-2003	10% 15%	10%	10%	12 mois	X	X
SAINT MARIN	Résolution du Parlement n.º 95/2014, du 13 Novembre	Attente de ratification et publication d'information	10% 15%	10%	10%	12 mois	X	Critère de l'Objet Principal
SAINT TOMÉ-ET- PRINCIPE	Résolution du Parlement n.º 182/2016, du 5 Août	Attente de ratification et publication d'information	10% 15%	10%	10%	6 mois	X	Critère de l'Objet Principal et Bénéficiaire effectif

PAYS [Par ordre alphabétique]	INSTRUMENT LÉGAL	ENTRÉE EN VIGUEUR	TAUX DE RETENUE À LA SOURCE RÉDUITS			ETABLISSEMENT PERMANENT [Critère temporel]		LIMITATION DES AVANTAGES
			DIVIDENDES [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	INTÉRÊTS [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	REDEVANCE [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	PROJET/ CONSTRUCTION [pour une durée supérieure à]	PRESTATION DE SERVICES [pour une durée supérieure à]	
SÉNÉGAL	Résolution du Parlement n.º 92/2014, du 12 Novembre	En vigueur depuis le 20-03-2016	5% 10%	10%	10%	9 mois	6 mois sur une période de 12 mois	Critère de l'Objet Principal et Bénéficiaire effectif
SINGAPOUR	Résolution du Parlement n.º 85/2000, du 15 du Décembre; Résolution du Parlement n.º 96/13, du 11 Juillet (Protocole)	En vigueur depuis le 16-03-01 Protocole d'ammendem ent en vigueur depuis le 26-12-2013	10% 0%	10%	10%	12 mois	120 jours sur une période de 12 mois	Limitations à l'allègement
SLOVAQUIE	Résolution du Parlement n.º 49/04, du 13 Juillet	En vigueur depuis le 02-11-2004 produisant ses effets à partir du 01-01-2005	10% 15%	10%	10%	12 mois	X	X
SLOVÉNIE	Résolution du Parlement n.º 48/04, du 10 Juillet	En vigueur depuis le 13-08-2004 produisant ses effets à partir du 01-01-2005	5% 15%	10%	5%	12 mois	X	X
SUÈDE	Résolution du Parlement n.º 20/03, du 11 Mars	En vigueur depuis le 19-12-2003	10%	10%	10%	6 mois sur une période de 12 mois	6 mois sur une période de 12 mois	Objectif
SUISSE	Décret-loi n.º 716/74 du 12 Décembre; Résolution du Parlement n.º 87/13, du 27 Juin (Protocole	En vigueur depuis le 18-12-1975 Protocole d'ammendem ent en vigueur depuis le	5% 15%	10%	5%	12 mois	X	Critère de l'Objet Principal et Bénéficiaire effectif

PAYS [Par ordre alphabétique]	INSTRUMENT LÉGAL	ENTRÉE EN VIGUEUR	TAUX DE RETENUE À LA SOURCE RÉDUITS			ETABLISSEMENT PERMANENT [Critère temporel]		LIMITATION DES AVANTAGES
			DIVIDENDES [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	INTÉRÊTS [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	REDEVANCE [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	PROJET/ CONSTRUCTION [pour une durée supérieure à]	PRESTATION DE SERVICES [pour une durée supérieure à]	
	d'amendement)	21-10-2013						
SULTANAT D'OMAN	Résolution du Parlement n.º 128/2016, du 18 Juillet	Attente de ratification et publication d'information	5% 10% 15%	10%	8%	6 mois	X	Critère de l'Objet Principal et Bénéficiaire effectif
TIMOR ORIENTAL	Résolution du Parlement n.º 112/12, du 9 Août	Attente de l'échange de l'instrument de ratification et publication d'information	5% 10%	10%	10%	183 jours	183 jours sur une période de 12 mois	Critère de l'Objet Principal et Bénéficiaire effectif
TUNISIE	Résolution du Parlement n.º 33/2000, du 31 Mars	En vigueur depuis le 21- 08-2000	15%	15%	10%	6 mois	X	X
TURQUIE	Résolution du Parlement n.º 13/06, du 21 Février	En vigueur depuis le 18-12-2006	5% 15%	10% 15%	10%	9 mois	X	X
UKRAINE	Résolution du Parlement n.º 15/02, du 8 Mars	En vigueur depuis le 11-03-2002 produisant ses effets à partir du 01-01-2003	10% 15%	10%	10%	12 mois	X	X
URUGUAY	Résolution du Parlement n.º 77/11, du 5 Avril	En vigueur depuis le 13-09-2012	5% 10%	10%	10%	9 mois	X	Bénéficiaire effectif
VENEZUELA	Résolution du Parlement n.º 68/97, du 5 Décembre	En vigueur depuis le 08-01-1998	10% 15%	10%	10% 12%	9 mois	X	X

PAYS [Par ordre alphabétique]	INSTRUMENT LÉGAL	ENTRÉE EN VIGUEUR	TAUX DE RETENUE À LA SOURCE RÉDUITS			ETABLISSEMENT PERMANENT [Critère temporel]		LIMITATION DES AVANTAGES
			DIVIDENDES [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	INTÉRÊTS [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	REDEVANCE [Taux maximal d'imposition dans l'Etat d'origine]	PROJET/ CONSTRUCTION [pour une durée supérieure à]	PRESTATION DE SERVICES [pour une durée supérieure à]	
VIETNAM	Résolution du Parlement n.º 143/2016, du 27 Juillet	Attente de ratification et publication d'information	5% 10% 15%	10%	10% 7,5%	6 mois	6 mois sur une période de 12 mois	Critère de l'Objet Principal et Bénéficiaire effectif